



## Déclaration conjointe

## Les organisations des droits de l'Homme appellent l'Algérie à s'opposer aux attaques des civils par le régime syrien

Genève – Londres - Le refus du gouvernement algérien de condamner l'agression de civils par l'armée syrienne devrait être censuré par la communauté internationale, ont déclaré l'Observatoire euro-méditerranéen des droits de l'Homme et le Réseau syrien pour les droits de l'Homme. Leur déclaration conjointe a été publiée à la suite du refus de l'Algérie d'approuver la condamnation par le Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies de l'enlèvement et de la torture de civils par le régime syrien.

Le Conseil des droits de l'Homme a approuvé la résolution lors de sa 33e session le 27 Septembre. L'Algérie est le seul pays arabe dont le gouvernement ne l'a pas approuvée.

«La tolérance implicite de l'Algérie pour les crimes de guerre commis par le régime syrien exempte les forces de Bachar al-Assad de la responsabilité et de la sanction», déclare Mira Bichara, chercheuse à l'observatoire Euro-Med. «Ce n'est pas la première fois que le gouvernement algérien montre de l'indifférence à la souffrance du peuple syrien et aux violations des droits de l'Homme commises contre eux, notamment l'assassinat, la torture et l'expulsion. »

En 2015, l'Algérie s'est opposée à une autre résolution concernant les dangers et la détérioration de la situation humanitaire en Syrie, en rupture avec la majorité des 29 Etats qui l'ont approuvée. Plus tôt, la même année, l'Algérie a été le seul Etat arabe à s'opposer à un projet de résolution de l'ONU proposé par l'Arabie Saoudite, les Emirats Arabes Unis et le Qatar, condamnant toutes les violations des droits de l'Homme et les violations du droit international commises par les forces du régime syrien et leurs milices alliées. La résolution a été approuvée par 106 États, 34 se sont abstenus de voter et 13 s'y sont opposés, notamment l'Algérie.

Euro-Med et le Réseau syrien demandent au gouvernement algérien de reconsidérer sa position sur la crise syrienne et de se joindre aux autres pays arabes pour soutenir les résolutions du Conseil des droits de l'Homme exigeant la cessation de la violence contre les civils et l'application du droit international.



Syrian Network For Human Rights  
الشبكة السورية لحقوق الإنسان



Euro-Med Monitor  
FOR HUMAN RIGHTS  
الأورومتوسطي لحقوق الإنسان

